



---

**BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 171 / 20 sept 89**

---

**LE SUCCES DE LA REVOLUTION EST DE S'ETRE MAINTENUE**

Sergio Ramirez évalue le chemin parcouru par la révolution: forte de l'appui et de la participation populaires, elle est prête à approfondir les transformations engagées.

**ELECTIONS:**

**1/ UNE NOMINATION SURPRISE**

C'est celle d'Elliot Richardson, ancien ministre de Nixon et Ford, au poste d'observateur du processus électoral nicaraguayen pour l'ONU.

**2/ ESPAGNE**

D. Ortega s'entretient à Madrid avec F. Gonzalez.

**LES COOPERATIVES AGRICOLES ONT DIX ANS**

Leur première assemblée s'est tenue à Managua.

**EUX AUSSI ONT BESOIN D'UNE FAMILLE**

Les familles d'accueil sont la meilleure solution pour les enfants handicapés. Les centres spécialisés ne sont qu'une solution provisoire.

**FRANCE-MANAGUA**

Rencontre avec des parlementaires.

**EL SALVADOR:**

**LA SOLUTION POLITIQUE OU L'EXPLOSION SOCIALE**

A la veille du dialogue entre les forces révolutionnaires et le gouvernement d'extrême-droite, les dirigeants révolutionnaires évaluent la situation salvadorienne.

**LE CHILI AUJOURD'HUI:**

**UNE CRISE ECONOMIQUE SANS SOLUTION**

16 ans après l'assassinat d'Allende, une brève analyse de la situation économique chilienne.

**AMERICA'S WATCH**

L'organisation dénonce l'attitude du Honduras.

**CONTRE L'AGRESSION ETRANGERE:**

Les pays non-alignés solidaires du Panama.

---

60P 11481

## LE SUCCES DE LA REVOLUTION EST DE S'ETRE MAINTENUE

par Sergio Ferrari

Managua, juillet (ANN). Les espoirs de paix en Amérique centrale, les acquis de la révolution sandiniste depuis 10 ans et les perspectives du Nicaragua avec ou sans la paix sont quelques-uns des thèmes du dialogue entre Sergio Ramirez et l'ANN, analysés avec toute la rigueur qui caractérise le vice-président de la République. "La démocratie, la participation et la liberté sont à la base du Sandinisme", affirme S. Ramirez dès le début de l'entretien. Cette liberté a été totale, y compris pour ceux qui voulaient sortir du pays: "Ici, celui qui a voulu partir est parti. 150 000 personnes ont quitté le Nicaragua depuis le triomphe de la révolution et pour nous, c'est une preuve de liberté... La grande majorité est restée pour travailler, dans le contexte du processus en marche.

### UN PROJET TOUJOURS EN VIGUEUR

S.R.: Le projet original de la révolution s'est maintenu malgré toutes les difficultés qu'il a fallu affronter. Ce projet est fondé sur le programme du FSLN datant de 1969, qui n'a pas vieilli. Au contraire, dix ans après la prise du pouvoir, son axe essentiel s'est confirmé: la volonté de libérer le pays d'une vieille domination obsolète et rétrograde, de donner le pouvoir au peuple, de changer les structures économiques et sociales, de construire un nouveau pouvoir révolutionnaire et démocratique basé sur le pluralisme, l'économie mixte et le non-alignement. Il est impossible de faire un bilan des 10 ans comme si la révolution était terminée. Elle avance. L'évaluation de cette étape est positive dans la mesure où la révolution a acquis une dynamique.

Elle bénéficie toujours de l'appui populaire, elle est engagée dans la transformation de la société, et elle s'est montrée capable de se "rénewer", ce qui est le plus important.

### LA CAPACITE DE SURVIE

S.R.: A mes yeux, le succès principal de la révolution est de s'être maintenue. Notre route n'a pas été rectiligne, nous avons rencontré beaucoup d'obstacles, affronté de nombreux ennemis dont le plus important fut les Etats-Unis. Le plus admirable dans cette révolution est sa capacité de survie face à tant d'assauts, de haines, d'hostilité, de rancuns, de soif de détruire... Nous y sommes parvenus, tout d'abord en consolidant les principes que nous venons d'évoquer, puis en comptant sur un ferme appui populaire qui représente l'essence même du pouvoir. Construire la démocratie participative que le pays n'avait jamais connue a été une tâche fondamentale. Cette démocratie participative ne consiste pas seulement

à déposer un bulletin de vote quand il le faut, elle signifie l'intégration de la population à une multitude de tâches qui pour certaines sont totalement nouvelles.

### DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET LIBERTE

S.R.: Nous avons su allier tout au long de ce processus la démocratie, la participation et la liberté. C'est la base du Sandinisme. Cette décennie a été pour le peuple une grande école de participation démocratique, avec la liberté de s'organiser, de parler, de discuter, de donner son opinion... Et pour ceux qui le voulaient, de quitter le pays. Ici, les frontières ont toujours été ouvertes, nous n'avons obligé personne à participer à la révolution: 150 000 personnes sont parties depuis le triomphe et pour nous, c'est plutôt un signe de liberté qu'un signe de faiblesse. Ici, la plupart des gens sont restés et travaillent aux côtés de la révolution.

### LA CONFRONTATION AVEC LES ETATS-UNIS

S.R.: Pendant toute cette période, le problème le plus grave a été l'affrontement avec les Etats-Unis. Il est à l'origine de toutes nos difficultés, politiques, diplomatiques, militaires et économiques.

Les dépenses de guerre nous ont obligés à abandonner nos programmes sociaux et de développement. Il faut se souvenir que ce pays est en guerre pratiquement depuis 1977, quand s'est engagée la grande offensive sandiniste, et cette guerre n'a pas cessé. Elle a été un désastre économique pour le pays mais en même temps, elle a été en permanence une stimulation pour le peuple dans la défense de ses conquêtes, de son indépendance, de sa souveraineté. Nous savons que tant que nous ne serons pas parvenus à la paix définitive, il ne sera pas vraiment possible de reconstruire l'économie.

### CONTADORA : LA CONTRIBUTION LATINO-AMERICAINE A LA PAIX

S.R.: Contadora a signifié une avancée diplomatique très importante en Amérique latine et non seulement ponctuelle. Cette initiative a gagné du terrain pour contrer la guerre d'agression, pour amener la paix et la stabilité en Amérique centrale. On ne peut analyser les accords régionaux de paix signés par les Présidents centraméricains qu'à la lumière de l'encouragement que représente le groupe de Contadora. C'est la première fois qu'un groupe de pays représentatifs d'Amérique latine s'est donné les moyens de défendre l'identité du continent face aux Etats-Unis. Par leur attitude d'hostilité envers la révolution sandiniste, ceux-ci ont poussé l'Amérique latine à prendre position, à réfléchir à ses véritables intérêts, à se demander si une fois de plus elle allait se soumettre à la volonté des Etats-Unis ou assumer une position d'indépendance. C'est cela qu'a signifié Contadora. Ce groupe a ouvert une brèche par laquelle peut s'engouffrer la volonté latino-américaine; il a préparé le

terrain pur que les pays centraméricains, traditionnellement plus soumis aux pressions des Etats-Unis, parviennent à un accord grâce au processus de paix engagé à Esquipulas. Il ne s'agit pas seulement d'une initiative diplomatique qui commence avec Contadora et se poursuit avec Esquipulas. L'axe en est la résistance militaire et politique que le Nicaragua a opposé aux menées imperialistes. L'effort d'Esquipulas et de Contadora accompagne l'effort propre du Nicaragua pour ne pas se laisser soumettre. Une initiative diplomatique n'aurait servi à rien si le Nicaragua avait cédé au chantage, au terrorisme des gouvernements des Etats-Unis.

#### UNE DYNAMIQUE PROPRE A ENTRAINER DES CHANGEMENTS

S.R.: Je crois que la dynamique même du processus révolutionnaire n'est pas préétablie et inamovible. L'histoire et les événements poussent à des adaptations. Il n'existe pas de modèle préconçu de révolution, il n'y a pas de recette. C'est ainsi que dans la prochaine décennie, il pourra y avoir des changements dans nos perspectives comme il y en a eu au cours de ces dix ans. Soit nous parvenons à la paix, soit il faut continuer la guerre et les perspectives seront alors complètement différentes.

Si nous avons la paix, je peux dire vers quoi nous irons: Vers une stabilisation économique, vers une plus grande maturité de nos institutions démocratiques, vers la recherche d'une amélioration du bien-être de la population grâce à un plan de reconstruction nationale qui nous permettra de cicatiser les blessures de la guerre. Si la guerre continue, le problème sera différent. Nous n'abandonnerons pas le projet révolutionnaire, nous continuerons à le défendre et ce sera la dynamique même des événements qui nous dictera le chemin à prendre pour défendre le pays. Je pense que nous allons naturellement vers la paix et je répète que dans les dix années qui viennent, nous nous appuyerons sur l'élément fondamental qu'est la stabilité forgée par notre révolution. Sans cela, il ne serait pas possible d'avancer car ces années vont être très instables pour l'Amérique latine.

Les grands problèmes sociaux et économiques ne sont pas du tout résolus. Les tensions provoquées par la dette extérieure, l'injustice des échanges et la distorsion dans les relations nord-sud induisent une instabilité générale. Je pense que nous entrons dans cette nouvelle période avec une stabilité et un consensus suffisants pour nous permettre d'approfondir les transformations voulues par la révolution.

## Elections

### UNE NOMINATION SURPRISE...

par Bill Robinson, correspondant de l'ANN à Washington

Washington, 15 septembre (ANN). C'est avec surprise qu'a été accueillie, le 30 août dernier, la désignation d'Elliot Richardson comme représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, pour observer le processus électoral nicaraguayen. Ses antécédents politiques républicains d'ex-ministre de la justice, de la défense et de la santé dans les gouvernements Nixon et Ford ont provoqués quelques inquiétudes et rumeurs. Mais personne ne met en doute que son évaluation du processus électoral aura la "crédibilité que lui confère son statut".

ANN: *Qu'est-ce que cette nomination signifie-t-elle pour vous?*

E.R.: J'ai accepté cette responsabilité que m'a confiée le secrétaire général de l'ONU et il est évidemment de première importance que cette mission d'observateur soit menée avec une impartialité et une objectivité incontestables.

ANN: *N'y a-t-il pas incompatibilité entre vos antécédents politiques et la tâche qui vous a été confiée par les Nations Unies?*

E.R.: Je menerai cette mission que j'ai déjà commencé avec une pleine conscience de mes responsabilités devant le secrétaire général de l'ONU. J'ai accepté ma nomination avec esprit de responsabilité.

Il va sans dire que le secrétaire général de l'ONU est convaincu de l'impartialité qu'on attend de lui, dans quelque situation qu'il intervienne.

ANN: *Parallèlement à cette nomination, l'administration Bush vous a désigné pour diriger un groupe international d'administration de l'aide économique au gouvernement des Philippines. L'administration Bush a-t-elle commenté votre mission à l'ONU?*

E.R.: Non. Je pense que le gouvernement comprend que ce sont deux fonctions totalement différentes. C'est la même chose que deux commandes de clients différents, par exemple, dans le groupe d'avocats pour lequel je travaille. Ma mission à l'ONU n'a rien à voir avec les autres travaux que je mène. J'ai été nommé à la commission pour les Philippines en juillet dernier et à celle de l'ONU fin août.

J'ai accepté ces deux fonctions après y avoir réfléchi, de

façon a être certain que je pourrais les mener sans aucun conflit.

*ANN: N'est-il pas possible que certains membres de l'administration BuSh ne cherchent à profiter de cette situation pour vous manipuler?*

E.R.: Evidemment, si on me demande d'en parler, j'en parlerai. Tout comme je le ferais avec Jimmy Carter, avec l'OEA, avec l'Union soviétique, avec Cuba, avec qui que ce soit d'opinion différente. Par exemple l'autre jour j'ai reçu des représentants de Carter avant leur visite au Nicaragua cette fin de semaine.

*ANN: Prévoyez-vous de rester longtemps au Nicaragua ?*

E.R.: Oui, je resterai au Nicaragua pour une longue période, avant les élections et durant leur déroulement. J'arriverai en octobre et je souhaite être là pour les dimanches d'inscriptions sur les listes électorales.

*ANN: Avez-vous déjà une opinion sur le processus électoral au Nicaragua?*

E.R.: Simplement, je pense que tous les critères définis par les partis politiques, par les Nations-unies et l'OEA montrent l'importance d'élections libres et impartiales pour l'avenir du Nicaragua. Tous désirent une participation très large du peuple nicaraguayen. Il est clair qu'il s'agit d'un événement dans l'histoire de l'Amérique centrale.

*ANN: Et enfin, que pensez vous de la politique de l'administration Bush concernant le Nicaragua?*

E.R.: Mon rôle ne concerne que le processus électoral, je crois que cela est assez important en soi et ne permet pas que certains aspects des relations bilatérales entre les Etats-Unis et le Nicaragua interviennent sur mes critères de travail.

*ANN: Voulez-vous ajouter d'autres éléments?*

E.R.: Je vous remercie de m'avoir offert la possibilité d'apporter réponse à vos questions. J'ai essayé de répondre à certaines préoccupations. J'espère que j'y suis parvenu.

## ESPAGNE: DANIEL ORTEGA S'ENTRETIENT AVEC FELIPE GONZALEZ

Madrid, septembre (ANN). L'évaluation des relations bilatérales entre l'Espagne et le Nicaragua, l'analyse de la situation centraméricaine actuelle et un rapport du Président nicaraguayen sur le récent sommet des pays non-alignés sont les principaux sujets traités par le chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, et le président du Nicaragua, Daniel Ortega, au cours d'un entretien de près de trois heures à Madrid.

Felipe Gonzalez a communiqué aux journalistes, qu'ils avaient parlé du déroulement du "processus électoral nicaraguayen et de ses besoins", de "la ligne de coopération entre nos deux pays et de certains accords sur le point d'être signés en plus de ceux que nous avons déjà souscrits", qui seront divulgués sous peu. Des journalistes espagnols ont fait savoir qu'il avait fait allusion à certains accords de coopération pour l'année prochaine d'environ 80 millions de dollars, une information qui n'a cependant été confirmée par aucune des deux parties.

"En ce qui concerne la question centraméricaine, nous avons parlé des accords de Tela et de leurs perspectives développement", a expliqué le chef de l'état espagnol.

Felipe Gonzalez n'a pas écarté la possibilité que la Communauté économique européenne fournisse un effort supplémentaire pour soutenir le processus électoral du Nicaragua, pour lequel l'Espagne a offert des ordinateurs ainsi qu'une aide technique. Ceci dans le but que "la structure électorale fonctionne normalement", a-t-il précisé.

Un article publié dans le quotidien *El Pais* soulignait récemment qu'à cinq mois des élections, Managua n'a reçu que 14% du financement étranger attendu pour soutenir le processus électoral.

## LES COOPERATIVES AGRICOLES ONT DIX ANS

par Ricardo Pino Robles

Managua, 14 septembre (ANN). Le simple fait d'avoir organisé la première assemblée des coopératives agricoles et d'élevage, après dix ans de guerre d'agression, peut être considéré comme un grand succès pour les paysans nicaraguayens. Plus de 700 délégués des 3363 coopératives du pays se sont réunis à Managua les 12 et 13 septembre en présence du président Ortega. Il n'est peut-être pas évident pour une partie peu informée de l'opinion publique internationale de comprendre en quoi cette assemblée représente un véritable triomphe pour le monde paysan.

Tout devient clair quand on sait que l'organisation des

coopératives date seulement du triomphe de la révolution, avec l'application de la réforme agraire et qu'elles ont été depuis la cible privilégiée des actions de la Contra. Selon les chiffres du gouvernement et de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG, la corporation la plus importante avec plus de 125 000 affiliées), la Contra a détruit plus de 340 coopératives, elle en a assassiné 5352 membres et elle a séquestré 3086 paysans. 1326 maisons ont été détruites par les mercenaires, qui ont volé plus de 15 600 têtes de bétail.

Plus de 250 000 personnes ont dû quitter leurs terres et environ 112 000 hectares de cultures de grains de base et 11 200 hectares de café se sont perdus faute de pouvoir être exploités.

Malgré cette guerre dont on voit aujourd'hui la fin, les 3363 coopératives organisées dans tout le pays regroupent plus de 88 000 membres dont 9246 femmes. Elles représentent une population totale de 474 572 personnes, c'est-à-dire 14% de la population nicaraguayenne.

Ces exploitations couvrent 1 135 794 hectares de terres, sans compter la zone du Rio San Juan à la frontière du Costa Rica, ce qui représente selon le ministre de l'agriculture, Jaime Wheelock, 24 % des terres cultivables.

Avec la réforme agraire qui est considérée ici, y compris par le gouvernement, comme "une des plus modérées d'Amérique latine", le gouvernement a redistribué plus de trois millions d'hectares, environ 50 des terres cultivables. La grande propriété latifundiste qui monopolisait 36 % des terres durant la dynastie des Somoza (de 1934 à 1979) a été réduite à 6 %, la propriété d'état représente 13 % et les 57 % restants correspondent à la propriété privée des petits, moyens et gros exploitants.

Au cours de l'assemblée, le président de l'UNAG, Daniel Nuñez a bien souligné l'importance des coopératives dans l'économie nationale: Elles produisent 68 % du maïs, 59 % des haricots rouges, 47 % du café, 42% de "sorgo" industriel (millet), 33 % du riz, 73 % du sésame et 12 % du coton. Le secteur d'élevage représente un quart du cheptel national avec une étendue de 470 000 hectares de pâturages. Au Nicaragua, le café constitue le premier secteur d'exportation, la viande de bœuf et le coton se disputent la seconde place.

D.Nuñez, dans son intervention, a rappelé la création d'une coopérative approvisionnant les agriculteurs et éleveurs (ECODEPA) : 170 "magasins ruraux" regroupant 72 869 sociétaires approvisionnent plus de 215 000 familles.

Les coopératives sont considérées ici comme la base de nouveaux rapports de production, plus démocratiques. C'est pour cette raison que le président Ortega a communiqué la décision gouvernementale d'accorder des faci-

lités fiscales, financières et de crédit afin d'aider le secteur coopératif. Un "fonds de développement coopératif" sera créé, doté d'un budget annuel de 10 millions de dollars destiné à soutenir la culture du café, l'élevage et l'infrastructure agro-pastorale. Un crédit de 14 millions de dollars a été voté pour l'importation de 707 tracteurs et 1650 autres machines agricoles. Les coopératives qui se trouvent en zone de guerre bénéficieront d'un moratoire de quatre ans pour payer leurs impôts aux banques et les coopératives récentes auront un délai de deux ans pour régler leurs obligations bancaires.

L'assemblée des 12 et 13 septembre a marqué la création du conseil national du mouvement coopératif paysan. Sa tâche sera de coordonner les actions futures, d'œuvrer à une forme supérieure d'organisation telle qu'une fédération des coopératives ainsi que l'a proposé le ministre.

L'optimisme du à l'espoir de paix et aux facilités financières offertes par le gouvernement a fait dire au dirigeant de l'UNAG que les paysans nicaraguayens ne devraient pas se contenter dans le futur d'une auto-suffisance alimentaire mais que le Nicaragua pourrait devenir "le grenier de l'Amérique centrale".

#### EUX AUSSI ONT BESOIN D'UNE FAMILLE

par Marie Isabel Pasos

**Managua, 24 août (ANN).** Maria del Carmen avait à peine quatre ans quand sa mère la donna à une femme qui cueillait le café dans une propriété. Sa "nouvelle" maman ne s'en occupait pas bien, elle finit par la maltraiter physiquement. Quand les travailleurs sociaux se sont présentés chez elle, ils l'ont trouvée sale, vêtue de vêtements déchirés, jouant dans la boue, et elle avait une plaie infectée au bras, qui venait apparemment d'une brûlure avec un tison. Quand elle a été hospitalisée, on s'est rendu compte qu'elle était au troisième degré de dénutrition.

Le père de Nicolas est mort quand il n'avait pas huit ans. Il a été séquestré et assassiné par la Contra. Sa mère, milicienne, n'est pas revenue d'une mission. Nicolas a été confié à une tante qui avait déjà trop d'enfants et un mari malade mental. Alors elle l'a donné à un militaire de passage qui l'a lui-même confié à sa femme. Nicolas a été obligé de s'occuper des autres enfants légitimes et quand il maquait à ses tâches il était puni sévèrement.

Mirna n'avait pas de nom de famille. Sa mère aussi l'avait donnée et sa famille adoptive l'avait "perdue" en coupant du bois dans les montagnes du centre du Nicaragua. Pendant deux ans elle a erré dans la montagne, vivant comme un petit animal.

Tous ces enfants ont été victimes de mauvais traitements

et d'abandon. Ils souffrent de graves perturbations. Pour certains, cela vient de naissance, pour d'autres de leurs conditions de vie dans les premières années.

Maria del Carmen présente des symptômes de paralysie cérébrale et un retard mental, Nicolas est sourd-muet et Mirna souffre d'un retard psycho-moteur. Actuellement tous les trois sont sous tutelle de l'Institut de sécurité et bien-être (INSSBI), car ils étaient dans une situation à haut risque.

Maria Montés, directrice d'un des centres de protection de l'INSSBI, explique que les centres sont "la dernière carte", quand le travail avec les parents ou la proche famille ne donne pas de résultats et pour éviter de plus graves dégâts.

L'INSSBI prend en charge à peu près 100 enfants handicapés, et gère deux centres situés à Managua.

"Ces centres de protection sont nécessaires mais ne sont pas la meilleure solution", affirme Maria Montés.

Dans les centres, destinés exclusivement aux mineurs de 0 à 15 ans en situation de risques (orphelins, maltraités, abandonnés), tous les soins sont assurés. Les centres sont prévus pour que les enfants mineurs n'y restent pas plus d'une année pendant laquelle on mène un travail auprès des familles ou on cherche un foyer de substitution.

Dans le centre *enfants martyrs pour la paix* qui accueille les enfants de 7 à 15 ans, il y a des enfants qui sont là depuis cinq ans, sans possibilité de trouver une famille d'accueil à court terme.

Sur les 68 enfants du centre, 36 sont handicapés. "Il est difficile de trouver un foyer d'accueil à cause de leur âge et en plus à cause de leurs problèmes", nous confie la directrice, "cela vient du manque de sensibilisation de la société et de la méconnaissance à l'égard des handicapés. Si parfois les parents ne sont pas préparés pour accepter leur propre enfant, c'est encore plus difficile d'accepter un enfant étranger".

Des études chiffrées de l'INSSBI montrent que récemment, on a réussi à placer huit enfants dans des familles de "substitution" en milieu urbain et un plus grand nombre en milieu rural.

Le centre assure non seulement l'éducation en primaire, mais aussi une formation dans des ateliers qui préparent les enfants à une spécialisation professionnelle qui leur permet d'être indépendants dans le futur.

Les enfants ont un jardin potager communal et une ferme agricole et porcine qui assurent l'autoapprovisionnement du centre. Pour la directrice, le problème le plus grave est l'augmentation du nombre d'enfants accueillis, bien supérieure au nombre d'enfants qui sortent

du centre.

#### NON A L'INSTITUTIONNALISATION

Pour résoudre le problème, l'INSSBI a testé des solutions "non institutionnelles". "Nous ne sommes pas partisans de l'internat en centre. L'institutionnalisation a des effets graves et irréversibles".

Les centres créent une dépendance, réduisent la capacité d'autonomie." Un problème social, il faut trouver une solution sociale", déclare Arle Martinez, responsable des projets et de la recherche de l'institution.

L'INSSBI reconnaît qu'il n'a pas de projet spécifique en direction des mineurs handicapés car il aborde ce problème globalement avec le problème psycho-social de la famille nicaraguayenne dans son ensemble.

Les solutions non-institutionnelles sont par exemple les *foyers amis*, familles qui acceptent des enfants qui ont des problèmes pendant les vacances, des *foyers thérapeutiques* où l'enfant vit avec des éducateurs et les *foyers professionnels* où les parents ou les éducateurs sont payés pour garder l'enfant chez eux.

Tout cela se fait dans le but de donner à l'enfant un milieu qui ressemble le plus au milieu familial. A. Martinez explique que l'INSSBI vient de présenter un projet pour les enfants handicapés à un organisme non-gouvernemental. Le but est d'obtenir un financement pour créer un réseau de soins dans des différentes communautés.

Ce projet entend apporter une réponse globale au problème. Il concerne toutes les institutions qui s'occupent d'enfants handicapés. Il intègre toute la population en la sensibilisant ainsi que les parents ayant des enfants handicapés. Il prévoit la formation des familles qui peuvent être des foyers de substitution pour ces enfants.

Le plus important est le travail d'information et d'éducation de l'ensemble de la société. C'est cela qui permettra l'intégration sociale de ces enfants mineurs.

#### RENCONTRE AVEC DES PARLEMENTAIRES FRANCAIS

Managua, 15 septembre (ANN). Le vice-président Sergio Ramirez a rencontré une délégation de l'Assemblée nationale française. Ils ont échangé des opinions à propos du processus électoral nicaraguayen et des solutions de paix en Amérique centrale.

Jean Lacombe, qui conduisait cette délégation, a déclaré en fin de réunion, que le Nicaragua possède les clés de la paix en Amérique centrale depuis le sommet présidentiel

de Tela. Il a également expliqué que l'Assemblée nationale française s'intéresse fortement au processus électoral nicaraguayen, "événement d'importance mondiale". Il a rappelé que la France est prête à appuyer ce processus et à apporter une aide logistique et des conseils.

Pendant son séjour au Nicaragua, la délégation française a rencontré le Conseil suprême électoral (CSE), le gouvernement et les partis d'opposition.

L'objectif de la délégation est d'élaborer un document d'information pour l'Assemblée nationale française afin qu'elle étudie les possibilités d'accroître la présence de la France et de l'Europe en Amérique centrale.

La délégation restera en Amérique centrale jusqu'au 23 septembre, elle visitera le Guatemala et interviendra sur la question des droits de l'homme. Elle se rendra également au Salvador.

## EL SALVADOR: LA SOLUTION POLITIQUE OU L'EXPLOSION SOCIALE

par Sergio Ferrari

Si le gouvernement d'Alfredo Cristiani transforme le dialogue avec le FMLN en semblant de négociation, les risques d'explosion sociale sont probables, selon l'évaluation de Nidia Diaz et Eduardo Calles, dirigeants du FMLN et du FDR qui se sont entretenus avec l'ANN sur la situation salvadorienne à l'occasion du sommet des non-alignés à Belgrade.

A quelques jours de la rencontre à Mexico entre le gouvernement et les forces révolutionnaires, la commandante de la guérilla et membre de la commission politico-diplomatique du FMLN ainsi que le vice-président du FDR n'ont pas dissimulé leur scepticisme quant aux résultats concrets de cette nouvelle démarche. Selon eux, le puissant mouvement social structure autour du comité permanent pour le débat national ne se contentera pas d'une façade de négociation et s'il n'y a pas de solution politique, l'explosion sociale menace le projet gouvernemental comme une épée de Damocles.

*ANN : Comment le Front démocratique révolutionnaire (FDR) voit-il le dialogue qui va s'engager selon les résolutions des accords de Tela?*

E. Calles : Lorsque nous sommes rentrés au Salvador, il y a deux ans, afin d'y mener une activité politique ouverte, nous nous sommes fixés comme principal objectif la recherche d'une solution politique au conflit salvadorien. Pour cela, il était indispensable de renforcer un vaste consensus national. Notre effort a porté ses fruits, le consensus existe dans le pays, un vaste mouvement social s'est développé qui rassemble les travailleurs, les églises,

les coopérations professionnelles, les groupements étudiants, la petite et moyenne entreprise : tous exigent du gouvernement des discussions sérieuses.

*ANN : Et le gouvernement d'Alfredo Cristiani serait disposé selon vous, à ces discussions sérieuses ?*

E. Calles : Cristiani s'est obstiné à faire du dialogue en "trompe l'oeil", il a continué à vouloir établir un parallèle entre la Contra nicaraguayenne et le FMLN. Je ne crois pas qu'il est nécessaire de revenir sur cette analyse fallacieuse. La Contra se trouve au Honduras et a été créée par les Etats-Unis. LE FMLN se trouve sur le territoire national et s'appuie sur une base sociale significative.

*ANN : La manière dont le gouvernement conçoit ce dialogue a-t-elle un écho réel, en termes politiques, dans le pays ?*

E. Calles : Si le gouvernement persiste à envisager un simulacre de dialogue et à exiger l'abandon de la voie militaire par le FMLN, il n'arrivera à rien. Personne au Salvador ne croit à une telle solution. Les gens savent que la reddition politique du FDR et la reddition politico-militaire du FMLN signifieraient l'installation du fascisme au Salvador et le peuple aspire à une issue démocratique à la crise nationale.

*ANN : Le calendrier du dialogue a-t-il été établi ?*

N. Diaz : De notre côté, nous avons dit que nous étions prêts à discuter dès maintenant l'arrêt momentané ou définitif des hostilités. Nous voulons que certains problèmes soient abordés tels que la réduction des tarifs des transports, de l'énergie etc qui ont connu des hausses considérables ces derniers temps. La résolution de ces problèmes serait d'un bénéfice immédiat pour la population. Mais j'insiste sur l'essentiel, l'arrêt concerté des hostilités. Deux pouvoirs s'affrontent et doivent discuter selon les formalités d'usage.

*ANN : Quel est le sens de cette insistance ?*

N. Diaz : Il ne servirait à rien que le FMLN suspende uni-latéralement la lutte si en face la répression se poursuit si le gouvernement continue à recevoir deux millions de dollars par jour pour intensifier le conflit. Il y a deux armées qui se font la guerre, c'est pour cela qu'il faut trouver une solution concertée.

Avec toutes les forces que nous avons accumulées au Salvador, nous croyons que la voie de la paix est possible. Nous comptons sur notre force morale et sur l'appui populaire. Nos positions sont sans faiblesse.

*ANN : Quel est l'avenir du Salvador si la solution négociée n'aboutit pas ?*

E. Calles : Il ne peut y avoir de solution sans un régime

réellement démocratique. C'est un préalable incontournable. Il faut instaurer un modèle pluraliste et fondé sur des principes économiques différents. Le gouvernement actuel défend une option neo-libérale qui fait porter tout le poids de la crise par la population. C'est pour cela que Cristiani est isolé et que les gens veulent la paix. C'est pour cela également que nous pensons que s'ils ne prennent pas au sérieux la solution politique, ils vont être confrontés à une explosion sociale très dure.

## DEMYSTIFIER LE "MIRACLE ECONOMIQUE CHILIEN"

Service spécial de l'ANN à l'occasion du seizième anniversaire du renversement et de la mort du président constitutionnel Salvador Allende.

par Ricardo Pino Robles

**Managua, septembre (ANN).** La propagande du régime chilien qui proclame le succès du modèle économique imposé au pays d'après les orientations des "chicago boys", a surpris un bon nombre de secteurs de l'opinion publique internationale.

Selon la constitution de 1980 approuvée par un plébiscite dont les opposants, à l'époque, avaient dénoncé la "fraude", les élections présidentielles se dérouleront le 14 décembre prochain.

Dans ce contexte, la propagande autour du succès économique constitue le meilleur atout pour assurer la continuité du régime.

En outre, les partis d'opposition qui se présenteront aux élections, "la grande majorité", sont dépourvus d'un projet économique alternatif: Contre toute attente, le candidat de l'opposition par consensus, Patricio Aylwin, a promis de respecter le modèle des *chicago boys*, s'il était élu.

Toutefois, la propagande officielle ne divulgue guère que les statistiques les plus favorables du bilan économique de l'année dernière et omet de mentionner les chiffres qui démontrent qu'un tiers de la population est tenue à l'écart des bénéfices économiques et sociaux de ce modèle. Afin de mieux connaître ce que certains observateurs étrangers n'hésitent pas à qualifier un peu trop vite de "miracle économique chilien", il faut se reporter au bilan préliminaire de 1988, élaboré par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) des Nations unies.

En ce qui concerne le Chili, la CEPAL indique que le produit intérieur brut (PIB) national a augmenté de 6,5% par rapport à l'an passé et que le montant des exportations a atteint 6,8 milliards de dollars. Quant à la balance commerciale, elle indique un excédent de 2,075

milliards de dollars, sans précédent à ce jour. La dette extérieure a diminué de 7,1%, s'élevant maintenant à 19,1 milliards de dollars. Une année auparavant, l'endettement était de 20,55 milliards de dollars. L'inflation annuelle n'a pas dépassé 10,9%, alors qu'en 1987, elle s'élevait à 21,5%. A Santiago, le taux de chômage n'a été que de 11,2% entre janvier et septembre 1988, alors que l'année précédente il atteignait 12,4%.

Voilà donc les chiffres favorables qui ont surpris bien des secteurs de l'opinion publique internationale et que le leader du régime militaire lui-même, le général Augusto Pinochet, utilise comme son meilleur argument, promettant qu'il placera le Chili "dans la catégorie des pays développés en l'an 2.000".

Il est vrai que tous les Chiliens souhaitent le développement, mais tous ne sont pas disposés à y parvenir au prix de la mise à l'écart systématique d'un tiers de la population, à savoir, environ cinq millions de personnes.

Ce que Pinochet ne dit pas dans sa propagande, c'est que les progrès enregistrés au cours des dernières années sont le fait, pour l'essentiel, d'une conjoncture de l'économie internationale considérée par divers experts comme inhabituelle. La baisse du prix du pétrole et une hausse inespérée des prix du cuivre (le premier produit d'exportation du Chili), ainsi que l'expansion des exportations industrielles et agricoles, sont en grande partie à l'origine de l'amélioration de l'économie chilienne.

Par contre, s'il est vrai que le PIB national a augmenté pour la cinquième année consécutive, il n'en reste pas moins que le produit intérieur brut par habitant n'a augmenté que de 1,9% entre 1981 et 1988. De plus, ce taux est le même qu'il y a vingt-cinq ans.

D'autre part, le général se garde bien de dire aussi que le modèle repose sur un taux de chômage de près de 20%.

Pinochet ne dit pas non plus que les salaires moyens réels n'ont augmenté que de 0,9% entre 1980 et 1988. Encore moins, que le salaire minimum réel urbain a baissé de 22,6% par rapport au niveau atteint huit ans auparavant. Il garde également sous silence le fait que le rapport des prix d'échange de biens du Chili n'a connu, entre 1981 et 1988, qu'une variation accumulée de 0,5%, ce qui constitue une véritable stagnation dans un contexte de dépression profonde des prix des produits latinoaméricains d'exportations sur les marchés internationaux.

Au sujet de la diminution de la dette extérieure, il semble que le général a oublié de se rappeler, du moins publiquement, que le débit a été renégocié en termes favorables pour le Chili, comme une concession conjoncturelle de la Banque internationale qui a tenté par là d'empêcher que ne se propage le "mauvais exemple" du Brésil "qui avait déclaré un retard de paiement".

Par ailleurs, même les plus utopistes savent bien que la réduction minimale de l'endettement, surtout par le biais de la capitalisation, n'est en aucun cas la preuve que le problème de la dette extérieure, principal obstacle à la relance économique de l'Amérique latine, puisse être résolu de cette manière.

Après cette brève analyse, il n'est pas difficile de comprendre que le succès économique du Chili est tout à fait relatif et que le modèle chilien, des plus dépendants, n'échappera pas aux effets négatifs de la crise économique internationale qui a signifié un recul pour le continent.

Aussi, la crise économique prolongée que traverse le Chili et que le défunt président constitutionnel, Salvador Allende, avait tenté de résoudre en faveur des intérêts nationaux et populaires, demeure sans solution.

Les spécialistes pensent qu'il revient aux secteurs de l'opposition qui représentent les couches populaires, non seulement de dénoncer la nature injuste et excluante du modèle mais encore d'élaborer, à la lumière des nouvelles expériences historiques et en tenant compte de l'héritage d'Allende, un projet alternatif capable de remporter le consensus national, afin d'opérer les changements nécessaires.

#### L'ORGANISATION HUMANITAIRE "AMERICA'S WATCH" DENONCE L'ATTITUDE DU HONDURAS

Managua, 11 septembre (ANN). Juan Mendez, représentant de l'organisation "America's Watch", a révélé que les autorités honduriennes n'avaient jamais permis à son organisation de pénétrer dans les camps de la Contra où sont séquestrés des milliers de Nicaraguayens.

J. Mendez, invité par le ministère de l'intérieur pour vérifier les conditions de détentions dans les établissements de la sécurité d'état, a affirmé qu'il n'avait jamais pu visiter les séquestrés nicaraguayens en territoire hondurien.

"Nous avons essayé, malheureusement sans résultat, d'organiser les contacts entre les gens qui se trouvent dans ces camps et leurs mères. Nous n'avons obtenu aucune collaboration de la Contra et encore moins du gouvernement hondurien", a déclaré J. Mendez.

"La dernière fois qu'America's Watch a demandé à avoir accès aux camps, il y a peu de temps, il nous a été objecté que l'armée hondurienne s'y opposait", a précisé J. Mendez.

America's Watch, en total accord avec J. Mendez, est intervenue auprès du département d'état des Etats-Unis afin que la Croix rouge internationale (CICR) et le Haut

commissariat des nations unies pour les réfugiés (HCR) aient accès aux camps de la Contra et puissent rencontrer toutes les personnes qui s'y trouvent afin de vérifier s'ils y sont volontairement ou non.

Le représentant d'America's Watch a tenu ces propos devant une délégation de femmes de la "commission pour la défense de la paix et de la vie" qui regroupe mille mères. Elles ont demandé de faire partie de la délégation de l'America's Watch qui visitera les camps prochainement.

J. Mendez a précisé que son organisation n'a pas encore fixé de date pour sa visite dans les camps de séquestrés mais que cela fait partie de son programme tout comme son intervention pour que les mères nicaraguayennes puissent rendre visite aux séquestrés. America's Watch a pourtant pour habitude d'agir seule comme l'a rappelé J. Mendez.

Le document remis par les mères nicaraguayennes signale que si cette commission des droits de l'homme veut connaître le régime pénitentiaire des prisonniers Contra, elle doit aussi visiter les camps du Honduras où sont emprisonnés les séquestrés.

La délégation d'America's Watch conduite par J. Mendez va rester pendant trois semaines au Nicaragua pour visiter les installations de la sécurité d'état et les prisons du système pénitentiaire national.

"Les autorités pénitentiaires nous ont offert les meilleures garanties de liberté d'accès dans les prisons. Ceci représente pour nous la réalisation d'un de nos vœux les plus grands", a répondu J. Mendez à un journaliste.

Vilma Nuñez de Escorcía, présidente de la Commission nationale de promotion et protection des droits de l'homme (CNPPDH) a certifié la volonté de collaboration et l'appui total de toutes les instances du ministère de l'intérieur. Elle a assuré que le programme de visites a été débattu et élaboré en tenant compte des demandes et propositions de l'America's Watch dont la délégation est composée de J. Mendez, d'une conseillère et du vice-président de l'organisation. Elle se joindra au groupe qui commencera sa tournée par Puerto Cabezas, sur la côte atlantique du Nicaragua.

## CONTRE L'AGRESSION ETRANGERE: LES PAYS NON ALIGNES SOLIDAIRES DU PANAMA

Belgrade, Yougoslavie, septembre (ANN). Le neuvième sommet des pays non-alignés réuni à Belgrade s'est solidarisé avec le peuple panaméen et a condamné toute ingérence étrangère, faisant clairement allusion à l'attitude du gouvernement des Etats-Unis envers le Panama.

Le paragraphe 10 du document concernant l'Amérique latine et les Caraïbes, proposé à l'Assemblée plénière des pays non-alignés par le groupe d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), avec l'appui de 17 des 18 membres (le Venezuela s'est constamment opposé à soutenir le Panama), explicite "la solidarité avec le peuple du Panama en lutte pour consolider son indépendance, sa souveraineté et intégrité territoriale".

Ce document réaffirme "le droit inalienable du peuple panaméen de choisir librement son système politique, économique et social, sans pression ni ingérence ou intervention extérieures. Il est clairement exigé "le respect des termes et de l'esprit des traités du canal de Panama de 1977".

Dans ce cadre, "toute action qui serait une violation ou un non respect des traités est condamnée. Les Etats-Unis sont appelés à s'abstenir de toute action qui empêcherait l'application de ces traités. Le document exprime aussi bien clairement "la vive préoccupation devant l'augmentation des troupes des Etats-Unis au Panama et devant les manoeuvres militaires en territoire panaméen".

Cette déclaration a reçu l'appui de 100 pays sur les 102 que compte l'organisation. Les non-alignés représentent 75% des pays membres de l'ONU. Ce mouvement est actuellement l'alliance la plus importante dans le monde.

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

#Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA. Telex (45) 817'585'158 com ch.

